

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 4611

[2003/202132]

**13 NOVEMBER 2003.** — Decreet houdende instemming met het Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende het opstellen, het uitvoeren en het opvolgen van een Nationaal Klimaatplan, alsook het rapporteren, in het kader van het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake Klimaatverandering en het Protocol van Kyoto (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Enig artikel.** Het op 14 november 2002 te Brussel afgesloten samenwerkingsakkoord tussen de federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende het opstellen, het uitvoeren en het opvolgen van een Nationaal Klimaatplan, alsook het rapporteren, in het kader van het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake Klimaatverandering en het Protocol van Kyoto zal volkomen gevolg hebben.

Kondigen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 13 november 2003.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,

J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,

M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,

Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

Ph. COURARD

—  
Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*

*Stukken van de Raad* 570 (2003-2004) nrs. 1 en 2.

*Volledig verslag*, openbare vergadering van 5 november 2003.

Bespreking - Stemming.

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 4612

[2003/202131]

**16 OCTOBRE 2003.** — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux clients devenant éligibles et au contrôle de leur éligibilité dans le marché du gaz

Le Gouvernement wallon,

Vu la directive 98/30/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel;

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, notamment les articles 8, 27, § 3, et 74;

Vu l'avis n° 23/2003 du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 5 mai 2003;

Vu l'avis CD-3e12-CWAFE-027 de la Commission wallonne pour l'Energie, donné le 12 mai 2003;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 35.501/4 du Conseil d'Etat, donné le 25 juin 2003 en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1<sup>o</sup> « décret » : le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz;

2<sup>o</sup> « fournisseurs aux clients captifs » : les fournisseurs visés à l'article 30, § 1<sup>er</sup>, du décret chargés d'approvisionner les clients captifs;

3<sup>o</sup> « fournisseurs aux clients éligibles » : les fournisseurs visés à l'article 30, § 2, du décret chargés d'approvisionner les clients éligibles;

4° « fournisseur désigné » : le fournisseur de clients éligibles désigné par le fournisseur aux clients captifs conformément à l'article 8 du décret.

#### CHAPITRE II. — *Transfert des clients devenant éligibles*

**Art. 2.** Au plus tard dans les 30 jours suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté, le fournisseur aux clients captifs notifie à la CWAPE l'inventaire des clients finals qui, d'après les données en sa possession, satisfont aux conditions d'éligibilité déterminées par l'article 27, § 1<sup>er</sup>, du décret.

Endéans le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le fournisseur aux clients captifs devenant éligibles notifie à chacun des clients finals concernés qu'ils satisfont aux conditions d'éligibilité déterminées par l'article 27, § 1<sup>er</sup>, du décret. Cette notification mentionne clairement qu'il leur est loisible de conclure des contrats de fourniture de gaz avec un ou plusieurs fournisseur(s) de leur choix et que, dans l'attente de ce choix, leur approvisionnement sera assuré par le fournisseur désigné. Le cas échéant, la liste des fournisseurs titulaires d'une licence de fourniture provisoire ou définitive est annexée à la lettre de notification. Les conditions de fourniture appliquées par le fournisseur désigné sont jointes à la notification.

**Art. 3.** Lorsqu'un client atteint un seuil d'éligibilité après la date d'entrée en vigueur de l'article 27, § 1<sup>er</sup>, du décret, le fournisseur aux clients captifs lui notifie clairement, dès qu'il en a connaissance, que ce client satisfait aux conditions d'éligibilité, qu'il lui est loisible de conclure un contrat de fourniture de gaz avec un ou plusieurs fournisseur(s) de son choix et que, dans l'attente de ce choix, son approvisionnement sera assuré par le fournisseur désigné.

La liste des fournisseurs titulaires d'une licence de fourniture provisoire ou définitive et les conditions générales de fourniture appliquées par le fournisseur désigné est annexée à la lettre de notification. Trente jours avant la date d'éligibilité du client, le fournisseur désigné lui notifie ses conditions de fourniture.

**Art. 4.** A défaut de contrat dûment signé avec le fournisseur désigné, le client devenu éligible est libre de changer de fournisseur aux clients éligibles. Le délai de préavis imposé au client éligible par le fournisseur désigné pour changer de fournisseur est d'un mois.

**Art. 5.** Lorsqu'un client choisit un autre fournisseur aux clients éligibles que le fournisseur désigné, le fournisseur choisi en informe le fournisseur désigné, dans les dix jours de la signature du contrat.

**Art. 6.** Le fournisseur aux clients captifs transmet au fournisseur désigné, les données nécessaires pour que ce fournisseur approvisionne les clients devenus éligibles. Ces données comprennent le nom et l'adresse du client, le numéro d'identification du compteur, le débit-horaire et la pression d'alimentation, le type de compteur (lecture à distance, marque, etc.), l'historique des consommations des trois dernières années, le profil de consommation et, le cas échéant, les modalités d'interruptibilité.

**Art. 7.** Sur base des critères suivants, le fournisseur aux clients captifs désigne le fournisseur aux clients éligibles chargé de fournir les clients lorsque ceux-ci sont devenus éligibles par ou en vertu du décret et qu'ils n'ont pas fait choix d'un fournisseur :

- 1° le fournisseur aux clients éligibles doit être titulaire d'une licence de fourniture;
- 2° le fournisseur aux clients éligibles qui a obtenu une licence provisoire de fourniture de gaz doit disposer des capacités techniques et financières nécessaires afin d'assurer la continuité de la fourniture de gaz aux clients visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>;
- 3° le fournisseur aux clients éligibles doit garantir qu'à défaut de contrat dûment signé avec le client devenu éligible, ce dernier est libre de changer de fournisseur moyennant préavis d'un mois.

#### CHAPITRE III. — *Contrôle des conditions d'éligibilité*

**Art. 8.** Les clients visés à l'article 27, § 1<sup>er</sup>, 1°, sont éligibles pour l'ensemble de leur consommation de gaz sur le site de production d'électricité.

Les clients dont l'éligibilité résulte d'une consommation annuelle minimale, déterminée par ou en vertu de l'article 27, § 1<sup>er</sup>, 3°, et § 2, du décret, sont définitivement éligibles dès qu'ils ont atteint le seuil de consommation de référence.

Les clients visés à l'article 27, § 1<sup>er</sup>, 2°, du décret sont éligibles dès la date de signature d'un contrat de fourniture auprès d'un ou plusieurs fournisseurs de gaz issu de renouvelables pour le volume de gaz issu de renouvelable fourni et pour la durée de ce contrat.

L'éligibilité demeure acquise aux clients qui succèdent à un client éligible pour un site de consommation déterminé, que ce soit suite à une cession d'entreprise sous quelque forme que ce soit, à une fusion, absorption, transformation, restructuration, ou suite au décès d'une personne physique. Tant que tous les clients ne sont pas éligibles, toute cession d'entreprise est notifiée par le cessionnaire à la CWAPE.

**Art. 9.** Tant que tous les clients ne sont pas éligibles, tout fournisseur de gaz issu de renouvelables qui conclut avec un client final raccordé au réseau de distribution un contrat de fourniture communie par recommandée à la CWAPE le volume de gaz issu de renouvelables facturé et la période de consommation correspondant.

**Art. 10.** Tant que tous les clients ne sont pas déclarés éligibles, le gestionnaire de réseau transmet à la CWAPE, au plus tard le 31 janvier de chaque année, les données suivantes relatives à l'année civile précédente :

- 1° le relevé de la consommation de chaque client final pour lequel ce chiffre atteint le seuil déterminé par ou en vertu de l'article 27, §§ 1<sup>er</sup> et 2, du décret;
- 2° le relevé de la consommation pour la période de consommation visée à l'article 10 pour lequel la CWAPE a reçu copie du volume facturé de gaz issu de renouvelables.

**Art. 11.** La CWAPE vérifie, sur base des éléments qui lui sont communiqués conformément aux articles 9 et 10, si les clients qui ont conclu des contrats de fourniture de gaz avec un fournisseur de leur choix répondent aux conditions d'éligibilité déterminées par ou en vertu du décret.

#### CHAPITRE IV. — *Sanctions*

**Art. 12.** Lorsque la CWAPE constate qu'un contrat de fourniture de gaz a été conclu entre un client final avec un fournisseur de leur choix, alors qu'il ne répondait pas aux conditions d'éligibilité fixées par ou en vertu du décret, elle en avise le fournisseur aux clients captifs compétent.

La CWAPE informe les parties qu'elles peuvent recourir au service de conciliation et d'arbitrage organisé en son sein conformément à l'article 48 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, afin de déterminer l'indemnité revenant au fournisseur aux clients captifs dont le monopole a été méconnu.

CHAPITRE V. — *Dispositions transitoires et finales*

**Art. 13.** Les articles 26 et 28 du décret et le présent arrêté entrent en vigueur le jour de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

L'article 27 du décret entre en vigueur 30 jours après la date de publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

**Art. 14.** Le Ministre de l'Energie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 octobre 2003.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,  
J. DARAS

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 4612

[2003/202131]

**16. OKTOBER 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Kunden des Gasmarkts, die zugelassen werden, und die Kontrolle ihrer Zulässigkeit**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Richtlinie 98/30/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. Juni 1998 betreffend gemeinsame Vorschriften für den Erdgasbinnenmarkt;

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, insbesondere der Artikel 8, 27, § 3 und 74;

Aufgrund des am 5. Mai 2003 abgegebenen Gutachtens Nr. 23/2003 des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 12. Mai 2003 abgegebenen Gutachtens CD-3e12-CWaPE-027 der "Commission wallonne pour l'Energie" (Wallonische Kommission für Energie);

Aufgrund des Beschlusses der Regierung über den Antrag auf ein Gutachten des Staatsrates, das dieser innerhalb einer Frist von höchstens einem Monat abgeben muss;

Aufgrund des am 25. Juni 2003 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 35.501/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,

Beschließt:

KAPITEL I — *Allgemeines*

**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Definitionen:

1° "Dekret": das Dekret vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts;

2° "Gasversorger der gebundenen Kunden": die in Artikel 30, § 1 des Dekrets erwähnten Gasversorger, die mit der Versorgung der gebundenen Kunden beauftragt sind;

3° "Gasversorger der zugelassenen Kunden": die in Artikel 30, § 2 des Dekrets erwähnten Gasversorger, die mit der Versorgung der zugelassenen Kunden beauftragt sind;

4° "Bezeichneter Gasversorger": der Gasversorger von zugelassenen Kunden, der gemäß Artikel 8 des Dekrets von dem Gasversorger der gebundenen Kunden bezeichnet worden ist.

KAPITEL II — *Übertragung der Kunden, die zugelassen werden*

**Art. 2** - Spätestens innerhalb von 30 Tagen nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses übermittelt der Gasversorger der gebundenen Kunden der CWAPE die Auflistung der Endverbraucher, die, nach den Angaben, über die er verfügt, den aufgrund von Artikel 27, § 1 des Dekrets bestimmten Zulassungsbedingungen genügen.

Innerhalb der im ersten Absatz erwähnten Frist teilt der Gasversorger der gebundenen Kunden, die zugelassen werden, jedem der betroffenen Endverbraucher mit, dass diese den in Artikel 27, § 1 des Dekrets bestimmten Zulassungsbedingungen genügen. In dieser Mitteilung wird deutlich angegeben, dass sie berechtigt sind, mit einem oder mehreren von ihnen gewählten Gasversorgern Gaslieferverträge abzuschließen, und dass die Versorgung in Erwartung ihrer Wahl durch den bezeichneten Gasversorger gewährleistet wird. Gegebenenfalls wird die Liste der Gasversorger, die Inhaber einer vorläufigen oder endgültigen Versorgungslizenz sind, dem Mitteilungsschreiben beigefügt. Die vom bezeichneten Gasversorger angewandten Versorgungsbedingungen werden der Mitteilung beigefügt.

**Art. 3** - Wenn ein Kunde nach dem Datum des Inkrafttretens von Artikel 27, § 1 des Dekrets eine Zulässigkeitschwelle erreicht, muss der Gasversorger der gebundenen Kunden, sobald er Kenntnis davon hat, ihm deutlich mitteilen, dass dieser Kunde die Zulassungsbedingungen erfüllt, dass er mit einem oder mehreren von ihm gewählten Gasversorgern Gaslieferverträge abschließen darf, und dass die Versorgung in Erwartung seiner Wahl durch den bezeichneten Gasversorger gewährleistet wird.

Die Liste der Gasversorger, die Inhaber einer vorläufigen oder endgültigen Gasversorgungslizenz sind, und die vom bezeichneten Gasversorger angewandten allgemeinen Versorgungsbedingungen werden dem Schreiben beigefügt. Dreißig Tage vor dem Zulässigkeitsdatum des Kunden teilt der bezeichnete Gasversorger ihm seine Versorgungsbedingungen mit.

**Art. 4** - In Ermangelung eines mit dem bezeichneten Gasversorger ordnungsgemäß unterschriebenen Vertrags kann der Kunde, der zugelassen worden ist, den Gasversorger der zugelassenen Kunden nach Belieben wechseln. Die Kündigungsfrist, die dem zugelassenen Kunden vom bezeichneten Gasversorger für den Wechsel des Gasversorgers auferlegt wird, beträgt einen Monat.

**Art. 5** - Wenn ein Kunde einen anderen Gasversorger der zugelassenen Kunden als den bezeichneten Gasversorger wählt, so muss der gewählte Gasversorger innerhalb zehn Tagen ab der Unterzeichnung des Vertrags den bezeichneten Gasversorger darüber informieren.

**Art. 6** - Der Gasversorger der gebundenen Kunden übermittelt dem bezeichneten Gasversorger die notwendigen Daten, damit dieser die Kunden, die zugelassen worden sind, versorgen kann. Diese Daten umfassen den Namen und die Anschrift des Kunden, die Erkennungsnummer des Zählers, die stündliche Fördermenge und den Versorgungsdruck, die Art des Zählers (Datenfernabfrage, Marke, usw.), den bisherigen Verbrauch im Laufe der letzten drei Jahre, das Verbrauchsprofil und gegebenenfalls die Unterbrechungsmodalitäten.

**Art. 7** - Auf der Basis der folgenden Kriterien bezeichnet der Gasversorger der gebundenen Kunden den Gasversorger der zugelassenen Kunden, der mit der Versorgung der Kunden beauftragt wird, wenn diese durch oder aufgrund des Dekrets zugelassen worden sind und keinen Gasversorger gewählt haben:

1° der Gasversorger der zugelassenen Kunden muss Inhaber einer Versorgungslizenz sein;

2° der Gasversorger der zugelassenen Kunden, der eine vorläufige Versorgungslizenz erhalten hat, muss die technische und finanzielle Leistungsfähigkeit besitzen, um die ununterbrochene Gaslieferung an die unter Absatz 1 erwähnten Kunden gewährleisten zu können;

3° Der Gasversorger der zugelassenen Kunden muss garantieren, dass der Kunde, der zugelassen worden ist, in Ermangelung eines mit diesem Kunden ordnungsgemäß unterschriebenen Vertrags, unter Einhaltung einer Kündigungsfrist von einem Monat den Gasversorger nach Belieben wechseln kann.

#### KAPITEL III — Kontrolle der Zulassungsbedingungen

**Art. 8** - Die in Artikel 27, § 1, 1° erwähnten Kunden werden für ihren gesamten Gasverbrauch am Stromerzeugungsstandort zugelassen.

Die Kunden, deren Zulässigkeit sich aus einem in oder aufgrund von Artikel 27, § 1, 3° und § 2 des Dekrets festgelegten Mindestjahresverbrauch ergibt, werden endgültig zugelassen, sobald sie die Referenzverbrauchsschwelle erreichen.

Die in Artikel 27, § 1, 2° des Dekrets erwähnten Kunden werden zugelassen, sobald sie einen Liefervertrag mit einem oder mehreren Versorgern von Gas aus erneuerbaren Quellen unterzeichnet haben, wobei die Zulassung für das versorgte Gasvolumen aus erneuerbaren Quellen und für die Dauer dieses Vertrags gilt.

Die Zulassung gilt weiterhin für die Kunden, die einem zugelassenen Kunden für eine bestimmte Verbrauchsstätte nachfolgen, sei es infolge einer Betriebsveräußerung jeglicher Form, einer Fusion, Übernahme, Umgründung, Umstrukturierung oder infolge des Ablebens einer natürlichen Person. Solange nicht alle Kunden zugelassen sind, wird jegliche Betriebsveräußerung der "CWAPE" mitgeteilt.

**Art. 9** - Solange nicht alle Kunden zugelassen sind, teilt jeder Versorger von Gas aus erneuerbaren Quellen, der mit einem an das Verteilernetz angeschlossenen Endverbraucher einen Gasliefervertrag abschließt, der "CWAPE" per Einschreiben das in Rechnung gestellte Gasvolumen aus erneuerbaren Quellen sowie die entsprechende Verbrauchsperiode mit.

**Art. 10** - Solange nicht alle Kunden für zugelassen erklärt werden, übermittelt der Netzbetreiber der "CWAPE" spätestens am 31. Januar eines jeden Jahres die folgenden Daten bezüglich des vorhergehenden Kalenderjahres:

1° der Verbrauchsstand jedes Endverbrauchers, bei dem diese Zahl die in oder aufgrund von Artikel 27 §§ 1 und 3 des Dekrets festgelegte Schwelle erreicht;

2° der Verbrauchsstand für die in Artikel 10 erwähnte Verbrauchsperiode, für den die "CWAPE" gemäß Artikel 10 die Abschrift des in Rechnung gestellten Gasvolumens aus erneuerbaren Quellen erhalten hat.

**Art. 11** - Die "CWAPE" überprüft auf der Basis der ihr gemäß Artikel 9 und 10 übermittelten Angaben, ob die Kunden, die mit einem von ihnen gewählten Gasversorger Lieferverträge abgeschlossen haben, den durch oder aufgrund des Dekrets festgelegten Zulassungsbedingungen genügen.

#### KAPITEL IV — Strafen

**Art. 12** - Wenn die "CWAPE" feststellt, dass ein Gasliefervertrag zwischen einem Endverbraucher und einem von ihm gewählten Gasversorger abgeschlossen worden ist, obwohl er den in oder aufgrund des Dekrets festgelegten Zulassungsbedingungen nicht genügt, so benachrichtigt sie den zuständigen Gasversorger der gebundenen Kunden davon.

Sie informiert die Vertragsparteien darüber, dass sie die Dienste der gemäß Artikel 48 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts organisierten Vergleichs- und Schiedsstelle in Anspruch nehmen können, um die Höhe der Entschädigung festzulegen, die dem Gasversorger der gebundenen Kunden, dessen Monopol missachtet worden ist, zusteht.

#### KAPITEL V — Übergangs- und Schlussbestimmungen

**Art. 13** - Die Artikel 26 und 28 des Dekrets und der vorliegende Erlass treten am Tage der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Artikel 27 des Dekrets tritt 30 Tage nach dem Datum der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 14** - Der Minister der Energie wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 16. Oktober 2003

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,  
J. DARAS

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2003 — 4612

[2003/202131]

**16 OKTOBER 2003. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de in aanmerking komende afnemers en het toezicht op de voorwaarden om in aanmerking te komen op de gasmarkt**

De Waalse Regering,

Gelet op Richtlijn 98/30/EG van het Europese Parlement en de Raad van 22 juni 1998 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor aardgas;

Gelet op het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, inzonderheid op de artikelen 8, 27, § 3, en 74;

Gelet op het advies nr. 23/2003 van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge raad voor de Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), uitgebracht op 5 mei 2003;

Gelet op het advies CD-3e12-CWAPE-027 van de Waalse Energiecommissie, gegeven op 12 mei 2003;

Gelet op de beraadslaging van de Regering over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen hoogstens één maand;

Gelet op het advies 35.501/4 van de Raad van State, gegeven op 25 juni 2003, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

**HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen**

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "decreet" : het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt;

2° "leveranciers van captieve afnemers" : de in artikel 30, § 1, van het decreet bedoelde leveranciers belast met de bevoorrading van captieve afnemers;

3° "leveranciers van in aanmerking komende afnemers" : de in artikel 30, § 2, van het decreet bedoelde leveranciers belast met de bevoorrading van de in aanmerking komende afnemers;

4° "aangewezen leverancier" : leverancier van in aanmerking komende afnemers die overeenkomstig artikel 8, § 3, van het decreet aangewezen wordt door de leverancier van captieve afnemers.

**HOOFDSTUK II. — Overdracht van afnemers die in aanmerking komen**

**Art. 2.** Uiterlijk binnen dertig dagen na de inwerkingtreding van dit besluit geeft de leverancier van captieve afnemers de "CWAPE" kennis van de lijst van de eindafnemers die volgens de gegevens waarover hij beschikt, voldoen aan de in artikel 27, § 1, van het decreet bedoelde voorwaarden om in aanmerking te komen.

Binnen de termijn bedoeld in het eerste lid informeert de leverancier van de in aanmerking komende captieve afnemers elk van de betrokken eindafnemers dat hij voldoet aan de in artikel 27, § 1, van het decreet bedoelde voorwaarden om in aanmerking te komen.

Die kennisgeving geeft duidelijk aan dat ze vrij zijn gasleveringsovereenkomsten te sluiten met één of meer leveranciers van hun keuze en dat ze door de aangewezen leverancier bevoorrad zullen worden zolang hun keuze niet vastligt. In voorkomend geval gaat de kennisgevingsbrief vergezeld van de lijst van de leveranciers die houder zijn van een voorlopige of definitieve leveringsvergunning. De leveringsvoorwaarden van de aangewezen leverancier worden bij de kennisgeving gevoegd.

**Art. 3.** Als een afnemer na de datum van inwerkingtreding van artikel 27, § 1, van het decreet een drempel bereikt om in aanmerking te komen, laat de leverancier van captieve afnemers, zodra hij daarvan op de hoogte is, hem duidelijk weten dat hij voldoet aan de voorwaarden om in aanmerking te komen, dat het hem vrij staat een gasleveringsovereenkomst te sluiten met één of meer leveranciers van zijn keuze en dat hij door de aangewezen leverancier bevoorrad zal worden zolang zijn keuze niet vastligt.

De kennisgevingsbrief gaat vergezeld van de lijst van de leveranciers die houder zijn van een voorlopige of definitieve leveringsvergunning en van de algemene leveringsvoorwaarden die door de aangewezen leverancier toegepast worden. Dertig dagen vóór de datum waarop hij in aanmerking komt wordt de afnemer door de aangewezen leverancier in kennis gesteld van diens leveringsvoorwaarden.

**Art. 4.** Bij gebrek aan een behoorlijk ondertekende overeenkomst met de aangewezen leverancier is de in aanmerking komende afnemer vrij een andere leverancier van in aanmerking komende afnemers te kiezen. De door de aangewezen leverancier aan de in aanmerking komende afnemer opgelegde opzegtermijn om van leverancier te veranderen bedraagt één maand.

**Art. 5.** Als een afnemer een andere leverancier van in aanmerking komende afnemers dan de aangewezen leverancier kiest, wordt deze laatste binnen tien dagen na de ondertekening van de overeenkomst door de gekozen leverancier verwittigd.

**Art. 6.** De leverancier van captieve afnemers bezorgt de aangewezen leverancier de nodige gegevens opdat hij de in aanmerking komende afnemers kan bevoorraden. Die gegevens slaan o.m. op de naam en het adres van de afnemer, het identificatienummer van de meter, het uurdebiet en de alimentatiedruk, het soort meter (op afstand uitlezen, merk, enz.), het verbruiksoverzicht voor de drie laatste jaren, het verbruiksprofiel en, in voorkomend geval, de onderbrekingsmodaliteiten.

**Art. 7.** De leverancier van captieve afnemers die de leverancier van in aanmerking komende afnemers aanwijst die instaat voor hun bevoorrading wanneer ze bij of krachtens het decreet in aanmerking zijn gekomen en geen leverancier hebben gekozen, voldoet aan de volgende criteria :

1° hij is houder van een leveringsvergunning;

2° als hij een voorlopige leveringsvergunning verkregen heeft, beschikt hij over de nodige technische en financiële middelen om de in het eerste lid bedoelde afnemers doorlopend van gas te voorzien;

3° bij gebrek aan een behoorlijk ondertekende overeenkomst met de in aanmerking komende afnemer, garandeert hij dat die afnemer vrij is een andere leverancier te kiezen, mits inachtneming van een opzegtermijn van een maand.

#### HOOFDSTUK III. — Toezicht op de voorwaarden om in aanmerking te komen

**Art. 8.** De afnemers bedoeld in artikel 27, § 1, 1°, komen in aanmerking voor hun gezamenlijk gasverbruik op de productiesite.

De afnemers die in aanmerking komen op grond van een minimaal jaarlijks verbruik, zoals bepaald bij of krachtens artikel 27, § 1, 3° en § 2, van het decreet, komen definitief in aanmerking zodra ze de drempel van het referentieverbruik bereikt hebben.

De afnemers bedoeld in artikel 27, § 1, 2°, van het decreet komen in aanmerking vanaf de datum waarop een leveringsovereenkomst met één of meer leveranciers van gas uit hernieuwbare bronnen is gesloten voor het geleverde volume gas uit hernieuwbare bronnen en voor de duur van de overeenkomst.

De afnemers die na welke bedrijfsoverdracht ook, na een fusie, een opslorping, een ombouw, een herstructurering of het overlijden van een natuurlijke persoon een afnemer opvolgen die voor een welbepaalde verbruikssite in aanmerking komt, blijven in aanmerking komen. Zolang alle afnemers niet in aanmerking komen, wordt de CWAPE door de cessionaris in kennis gesteld van elke bedrijfsoverdracht.

**Art. 9.** Zolang alle afnemers niet in aanmerking komen, geeft iedere leverancier van gas uit hernieuwbare bronnen die een leveringsovereenkomst sluit met een op het distributienet aangesloten eindafnemer, de "CWAPE" bij aangetekend schrijven kennis van het volume gas uit hernieuwbare bronnen en van de overeenstemmende verbruiksperiode.

**Art. 10.** Zolang alle afnemers niet in aanmerking komend worden verklaard, bezorgt de netbeheerder de "CWAPE" uiterlijk 31 januari van elk jaar de volgende gegevens over het vorige jaar :

1° de verbruikshoeveelheid voor iedere eindafnemer die de bij of krachtens artikel 27, §§ 1 en 2, van het decreet, bepaalde drempel bereikt;

2° de verbruikshoeveelheid voor de verbruiksperiode bedoeld in artikel 10, waarvoor de "CWAPE" een afschrift van het gefactureerde volume gas uit hernieuwbare bronnen heeft ontvangen.

**Art. 11.** Op grond van de gegevens die haar overeenkomstig de artikelen 9 tot 10 worden verstrekt gaat de "CWAPE" na of de afnemers die gasleveringsovereenkomsten met een door hen gekozen leverancier hebben gesloten, voldoen aan de bij of krachtens het decreet bepaalde voorwaarden om in aanmerking te komen.

#### HOOFDSTUK IV. — Stralbevestigingen

**Art. 12.** Als de "CWAPE" vaststelt dat een gasleveringsovereenkomst is gesloten tussen een eindafnemer en een leverancier van zijn keuze, terwijl hij niet voldoet aan de bij of krachtens het decreet bepaalde voorwaarden om in aanmerking te komen, informeert ze de bevoegde leverancier van captieve afnemers.

De CWAPE informeert de partijen dat ze een beroep kunnen doen op de bemiddelings- en arbitrage dienst waarover ze beschikt overeenkomstig artikel 48 van het decreet van 12 april 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, om het vergoedingsbedrag te bepalen dat toekomt aan de leverancier van captieve afnemers wiens monopolie miskend werd.

#### HOOFDSTUK V. — Overgangs- en slotbepalingen

**Art. 13.** De artikelen 26 en 28 van het decreet en dit besluit treden in werking de dag waarop dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Artikel 27 van het decreet treedt in werking 30 dagen na de datum waarop dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

**Art. 14.** De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 oktober 2003.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,  
J. DARAS